

# Conflits franco-allemands et présence missionnaire. La fondation et le développement de la mission des Capucins d'Alsace à Madagascar (1932-1960)

**Lalao Soa Adonis Tsiarify**

Département de théologie de l'Université Catholique de Madagascar  
Département d'histoire de l'Université de Toamasina  
adonis.tsiarify@kapuziner.org

Menée sous la direction de Christian Sorrel, professeur d'histoire contemporaine à l'université Lumière-Lyon 2, cette recherche prolonge une thèse de théologie soutenue à l'université d'Innsbruck (Autriche) en novembre 2012, qui portait sur la mission des Capucins à Madagascar. Ce premier travail a mis au jour les événements marquants de l'implantation des Capucins d'Alsace à Madagascar en 1932, notamment à Nosy-Be, dans la région du Sambirano et dans celle de Maromandia. Cet inventaire des faits a montré que l'installation de ces religieux dans ces régions s'est déroulée dans des conditions difficiles au départ, mais que la communauté s'est largement développée ensuite. Parti de l'établissement des trois premiers missionnaires à Nosy-Be en 1932, l'Ordre des Capucins à Madagascar compte en effet actuellement cent quatre-vingt membres qui travaillent dans différents diocèses de l'île et aux Seychelles.

Leur origine alsacienne pèse sur les premières années de leur présence. Ils étaient considérés comme « Allemands »<sup>1</sup>, « anti-français »<sup>2</sup>, « saboteurs des traditions françaises à Nosy-Be »<sup>3</sup> ou encore « missionnaires d'une autre race, qui ne parlent même pas le français, ne reçoivent d'Europe que des journaux de langue allemande »<sup>4</sup>. Au terme de la thèse de théologie, se posait donc la question suivante : les débats nationalitaires sur les Capucins d'Alsace à Nosy-Be sont-ils l'effet d'une conjoncture particulière ou le fruit d'un conflit plus profond ? L'intention d'y apporter des réponses a motivé le prolongement de la thèse de théologie dans un cadre plus vaste en élargissant les sources. Le but est de comprendre de manière approfondie l'histoire des Capucins à Madagascar, conformément aux exigences d'une démarche historique, parce que, malgré le progrès des recherches consacrées aux missions chrétiennes, ce thème reste inexploité.

S'intéressant aux crises qu'ont dû affronter les Capucins d'Alsace lors de leur installation à Madagascar, « la thèse s'efforce d'articuler quatre niveaux géographiques différents : le niveau local de la mission, celui de la région d'origine des premiers Capucins installés à Nosy-Be, l'Alsace, celui des deux pays, qui en Europe, se sont disputés cette région, la

---

<sup>1</sup> Paris : Archives des Capucins de France, *Campagne contre Lopinot à Nossi-bé*, « Lettre du Premier Adjoint au Maire de Nossi-bé au Révérend Père Vigilio Da Valstagna, Ministre général des Frères Capucins, Nossi-Bé le 12 décembre 1936 », MM 4, VI, 13.

<sup>2</sup> Paris : *Ibid.*, *Le conflit de Nossi-Bé*, P. C. LOPINOT, « Lettre à Mr. le Gouverneur Général de Madagascar, Nossi-Bé le 4 janvier 1937 », MM 4, VI, p. 2 ; Extrait du journal *Aux Écoutes*, N°8, octobre 1938, p. 37, MM 4, VI.

<sup>3</sup> Cf. *Id.*, « Les capucins de Wothan », *Aux Écoutes*, N°1064, Paris, 8 octobre 1938, MM 4, VI, 14.

<sup>4</sup> *Id.*, « Les singuliers capucins », *Aux Écoutes*, Paris, 3 septembre 1938, MM 4, VI, 14.

France et l'Allemagne, et enfin celui du Saint-Siège, [mais aussi] d'articuler deux approches différentes, celle de l'histoire religieuse et celle des relations internationales, notamment entre France et Allemagne<sup>5</sup> ». Le *motu proprio* de Pie XI, *Supremi apostolatus munus*, du 2 février 1932, transférant la préfecture apostolique de Mayotte, Nosy-Be et des Comores agrandie, a marqué le début de l'aventure missionnaire des Capucins à Madagascar. Ces derniers héritèrent ce territoire des Pères du Saint-Esprit qui étaient à Nosy-Be depuis 1879. Le problème du transfert des biens se posa lorsqu'ils y arrivèrent. Une querelle surgit entre les anciens et les nouveaux missionnaires ainsi qu'un conflit d'autorité entre le P. Lopinot, le Fr. Brillaud (de la Congrégation des Frères de Saint-Gabriel), et le Comité d'Action populaire catholique de Nossi-Bé. S'ajoutaient à cela les débats identitaires et patriotiques sur l'origine des nouveaux missionnaires, puisque les Capucins venant d'Alsace furent soupçonnés d'être au service de l'Allemagne et accusés de détruire les valeurs religieuses et les traditions françaises. Par ces accusations et soupçons, leurs adversaires remettaient en cause leur attachement à la France. Mais il s'agit de l'instrumentalisation des conflits franco-allemands dans une crise d'autorité et de conflits personnels, et non du reflet des différends directs entre l'Allemagne et la France.

Subdivisée en trois parties, cette thèse a été construite selon un plan chronologico-thématique. La première partie s'ouvre avec une brève histoire de l'établissement des Capucins dans la région alsacienne, couvrant la période 1729-1932. L'intégration de l'Alsace-Lorraine à la souveraineté allemande en 1871 eut des conséquences dans l'histoire de la province des Capucins en Alsace, supprimée lors de la Révolution française. Confrontés au *Kulturkampf*, leurs confrères de la Rhénanie-Westphalie s'installèrent dans la région alsacienne en 1888. La province des Capucins dans l'ancien *Reichland Elsaß-Lothringen* renaît après la Première Guerre mondiale. Cette partie s'intéresse aussi à l'évolution des relations franco-allemandes dans la deuxième moitié des années vingt et au début des années trente. Elle aborde la question de la mission prise dans les vicissitudes des rivalités internationales à la fin des hostilités. La réflexion se focalise sur l'Allemagne, la France et le Vatican et sur le transfert de la préfecture apostolique de Mayotte, Nosy-Be et des Comores aux Capucins d'Alsace en 1932. Elle se termine avec une brève histoire de l'évangélisation de ce territoire et retrace l'état de la mission dans les régions du Sambirano et de Maromandia vers la fin des années vingt et au début des années trente, période marquée par la querelle de juridiction entre les vicaires apostoliques de Majunga et de Diégo-Suarez.

La deuxième partie est consacrée à l'analyse de la crise qui contraria l'installation des Capucins d'Alsace à Madagascar et de l'instrumentalisation des conflits franco-allemands dans cette crise. Elle examine la querelle concernant les biens de la mission entre les anciens et les nouveaux missionnaires. Le litige s'est déroulé à l'époque du P. Lopinot (1932-1937). Elle analyse aussi le conflit d'autorité entre celui-ci et le Fr. Brillaud, frère de Saint-Gabriel, à propos de la fanfare communale. Leur différend se situait dans le contexte de la commémoration de l'armistice de 1918 et s'est prolongé à travers les dissensions entre le P. Lopinot et les habitants de Nosy-Be.

---

<sup>5</sup> Catherine MAURER, « Rapport de soutenance », Lyon, 25 septembre 2015.

La troisième partie analyse la progression lente mais continue de la mission des Capucins à Madagascar de 1932 à 1960. Elle examine leurs stratégies missionnaires, telles que la fondation des stations avec des résidences permanentes des Pères, l'encadrement des fidèles dans les mouvements de dévotion, la promotion des œuvres scolaires et sanitaires. Elle montre les difficultés rencontrées par les Capucins dans l'accomplissement de leur mission (les tensions avec l'autorité traditionnelle, l'islam, les religions traditionnelles). Elle étudie aussi les efforts d'apaisement de Mgr. Messmer, préfet puis vicaire apostolique et enfin évêque de la région, et se termine avec l'arrivée des Capucins autrichiens de la province du Tyrol du Nord en 1960.

Les documents qui constituent les sources de cette thèse proviennent des archives se trouvant dans différents pays, à savoir Madagascar, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la France, et la cité du Vatican. En France, quatre centres d'archives publiques ont été consultés : les Archives diplomatiques de Nantes et celles de la Courneuve, les Archives nationales d'Outre-Mer (Aix-en-Provence) et les Archives départementales du Rhône (Lyon). Les sources françaises ont été complétées par celles du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne (*Politisches Archiv des Auswärtigen Amts*) à Berlin. Par ailleurs, des sources d'origine ecclésiastique et congréganiste ont été mobilisées. Elles proviennent des archives de la *Propaganda Fide* (Vatican), de l'Ordre des Capucins à Rome, de la Congrégation des Pères du Saint-Esprit à Paris, de la Congrégation des Frères de Saint-Gabriel à Nantes, des Capucins de la Province de France à Paris, des Capucins d'Allemagne à Altötting (Bavière), des Capucins d'Autriche-Tyrol du Sud à Innsbruck, des Capucins de Madagascar à Antananarivo. Les archives de l'Œuvre de la Propagation de la foi à Lyon et du diocèse d'Ambohitra ont été également consultées.

Ces différentes archives contiennent des documents textes (originaux ou copies) d'origines variées et de divers genres, à savoir les écrits des missionnaires Capucins et Spiritains, des supérieurs ecclésiastiques et religieux (le préfet et vicaire apostolique, le préfet de la *Propaganda Fide*, supérieurs généraux, etc.), des adversaires des Capucins... On y trouve également des correspondances et décisions officielles, des dépêches ministérielles, des rapports, des chroniques, des articles de presse et des lettres privées, des cartes, des photos et des écrits non publiés.

La crise de l'établissement des Capucins dans le nord de Madagascar a des causes diverses, d'ordre religieux, économique, personnel, patriotique, etc. Si cette recherche ne prétend pas à l'exhaustivité, elle présente un caractère original qui éclaire à partir de sources diversifiées l'histoire d'une région malgache peu étudiée du point de vue de l'histoire politique et religieuse.

Thèse d'histoire de contemporaine, soutenue le 25 septembre 2015 à l'Université Lumière-Lyon 2

**Jury :** M. Claude PRUDHOMME (Université Lumière Lyon 2), M. Christian SORREL (Université Lumière Lyon 2, directeur), M. Giuseppe BUFFON (Pontificia Universitas Antonianum Rome), Mme Catherine MAURER (Université de Strasbourg), M. Didier NATIVEL (Institut d'Études Politiques de Bordeaux), M. Philippe DELISLE (Université Jean Moulin Lyon 3)